

ÉDITO

Devoir de résistance !

Depuis quatre ans le pouvoir en place détricote méthodiquement les droits sociaux acquis par les luttes opiniâtres des salariés. Faire plier le monde du travail est l'objectif central du Président et du gouvernement. Stagnation des salaires, cadeaux fiscaux aux riches, liens avec le monde de l'argent et avec des dictateurs corrompus qui viennent d'être balayés par des révolutions populaires, privatisation des services publics, fin de la retraite à 60 ans, politique de stigmatisation des immigrés et des roms, la liste est trop longue des coups infligés par le pouvoir aux salariés et à la jeunesse. **Complaisants avec leurs amis des Fouquet's mais impitoyables avec ceux qui travaillent plus mais ne gagnent pas plus : voilà la devise de ceux qui nous gouvernent depuis trop longtemps.**

Cette politique en faveur d'une minorité de privilèges a de terribles conséquences pour l'école publique. Depuis 2007, c'est plus de 50 000 postes qui ont été supprimés dans l'éducation nationale, cette saignée sans précédent est en réalité un vaste plan social déguisé. **Pour la seule rentrée 2011 c'est 13 500 enseignants en moins qui seront devant les élèves dont le nombre augmente pourtant de 28 000 au niveau national !! Dans l'académie de Créteil c'est 3800 élèves supplémentaires qui seront scolarisés alors que 426 postes seront supprimés !** Le prétexte de la stagnation des effectifs ne tient donc plus. Le résultat est déjà connu : des classes plus chargées (jusqu'à 30 dans certains collèges), un abandon des élèves les plus en difficultés et un recours massif à des personnels peu formés, et précaires. A cette diminution drastique de nos moyens s'ajoutent la situation désastreuse de milliers de profs stagiaires non formés et un recours massif aux heures supplémen-



taires qui sont une arme de division que nous devons à tout prix refuser ! Cela est complété par la casse de l'éducation prioritaire et de la carte scolaire qui signe la fin de toute ambition de mixité sociale. Pour compléter cet inventaire il ne faut pas oublier **le socle commun et le livret de compétences qui sont un passeport vers une école au service du monde de l'entreprise tournant un peu plus le dos à tout objectif d'émancipation.** Nous devons trouver, collectivement le moyen de manifester de notre refus de ce socle minimum ! **A René Barthélemy aussi cette politique a des effets néfastes,** le nombre d'élèves va augmenter mais notre DHG reste stable,

le recours à des contractuels devient de plus en plus fréquent et la vie scolaire fonctionne parfois à flux tendu. Nous devons savoir dire stop et nous avons commencé à le dire haut et fort ! Face à cette régression sans précédent nous avons le devoir de résister ensemble. L'heure n'est plus à la crispation sur nos étiquettes syndicales ! **Le 10 février dernier 50 % des collègues du secondaire étaient en grève contre des DHG catastrophiques et à Nangis nous étions presque 60 % à ne pas assurer notre service. De même, notre unité nous a permis de bloquer la répartition de la DHG lors du CA du 8 mars.** Tout est cela est positif mais ne suffira cependant pas à les faire plier. La FSU et le SNES devraient être bien plus offensifs pour construire une mobilisation unitaire sur la durée et envisager d'autres actions en plus de la manif nationale programmée le 19 mars à Paris. D'autres luttes et des grèves plus combatives sont nécessaires pour regagner les postes perdus, défendre un autre projet éducatif et refaire de l'école publique une priorité !

Par Julien Guérin
(secrétaire du SNES au collège)

Motion adoptée à l'unanimité du Conseil D'Administration du collège Barthélemy de Nangis le 8 mars 2011

Depuis 2007, la suppression de plus de 28 000 postes d'enseignants dans les collèges et les lycées et la transformation de milliers d'entre eux en heures supplémentaires ont particulièrement dégradé la Mission de l'École Publique.

En réduisant le nombre d'enseignants titulaires, en visant à augmenter le nombre d'heures supplémentaires et à développer la précarité (notamment pour assurer les remplacements en n'oubliant pas la question des professeurs-stagiaires), la politique du gouvernement remet en cause la qualité et la continuité des apprentissages pour tous les élèves.

La DHG globale attribuée au Collège de Nangis pour la rentrée 2011 n'augmente pas alors que l'effectif va augmenter d'une trentaine d'élèves.

Dans cette situation, les heures postes diminuent d'autant plus que les heures supplémentaires-année augmentent.

C'est la politique comptable de destruction des postes qui continue. Avec la hausse des effectifs, les élèves seront plus nombreux dans les classes à la rentrée (de 24 à 27 élèves en troisième, sans les redoublements).

De plus, l'augmentation des HSA entraîne une pression sur les collègues qui sont dans l'obligation de se les partager de peur que les heures destinées aux projets pour les élèves ne disparaissent et que la réussite pour tous les élèves ne puisse plus être assurée.

Par exemple, en Espagnol, si les deux professeurs n'acceptent pas les 6 heures supplémentaires par semaine, deux classes risquent de se retrouver sans enseignant pendant toute l'année.

Le même problème se pose en Anglais avec 14 heures supplémentaires (jusqu'à cinq heures supplémentaires par enseignants) ce qui pourrait correspondre à la création d'un demi-poste.

De plus, la transformation d'un poste de lettres classiques en lettres modernes a déjà condamné l'option grec en septembre 2010, et nous sommes particulièrement inquiets pour l'avenir de la 3° DP 3 heures, de l'Allemand et de toutes les options proposées jusqu'ici.



La responsabilité de ce Conseil d'Administration est importante ; il nous revient de protéger la qualité du Service Public pour tous et de nous indigner du sort que l'État lui réserve.

Pour toutes ces raisons, nous votons contre la répartition de la DHG comme dans de nombreux établissements auxquels nous manifestons notre solidarité.

Dispositif CLAIR pas clair !

C'est dans la plus grande discrétion que le ministère va généraliser ce dispositif (collèges et lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite... rien que ça!!) expérimenté dans quelques établissements depuis la rentrée 2010. Avec le recrutement des enseignants directement par le chef d'établissement dans ces collèges et lycées auparavant classés en ZEP c'est la fin des concours nationaux et de l'égalité de traitement entre tous les candidats. C'est une attaque directe contre nos statuts et contre l'école publique ! Le mouvement de refus est en train de s'organiser dans de nombreux établissements déjà en lutte, nous devons leur manifester notre solidarité. Une pétition est disponible sur le panneau syndical du collège, signez là massivement car demain c'est nous qui risquons de trinquer à notre tour, non aux collèges-entreprises !

La FSU est la première organisation syndicale de la fonction publique et de l'enseignement. Au collège, les syndicats SNES et SNEP sont présents et possèdent des élus au conseil d'administration. Nous défendons un syndicalisme de transformation sociale orienté vers l'action.

Le bulletin MOTIVE-E-S a pour objectif de paraître trois par fois an pour faire le point sur la situation sociale dans le pays, dans l'éducation en général et au collège René Barthélemy de Nangis en particulier.

On peut cotiser au SNES auprès de Maud Palleau, avant la fin de l'année civile pour pouvoir bénéficier de la réduction d'impôts pour l'année 2010 (sinon, ce sera sur les revenus 2011)

Contactez la FSU au collège : Julien GUERIN 06 86 77 99 32, Griselda MICHEL 06 80 12 62 84, Jean